

Entre patrimoine mondial et ségrégation locale : Cartagena et ses murailles

Elisabeth Cunin et Christian Rinaudo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/1623>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 151-171

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Elisabeth Cunin et Christian Rinaudo, « Entre patrimoine mondial et ségrégation locale : Cartagena et ses murailles », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 73 | 2006, mis en ligne le 19 octobre 2007, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/1623>

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2019.

© Tous droits réservés

Entre patrimoine mondial et ségrégation locale : Cartagena et ses murailles

Elisabeth Cunin et Christian Rinaudo

- 1 En septembre 2004, un éditorial de El Universal, le quotidien de Cartagena, dénonçait « la logique permissive et informelle de la ville » qui laissait « un mendiant, un laveur de voiture, un enfant des rues » se servir des murailles, Patrimoine de l'Humanité et « attraction touristique » de Cartagena, au préjudice « de tous ». « Les laveurs de voitures se sont appropriés des murailles pour leur sieste (...). Faire des lits provisoires en carton pour dormir sur les murailles, en plus d'une appropriation particulière d'un bien public, est un acte qui altère et dévalorise le patrimoine historique qui appartient à tout le monde » (29 septembre 2004).
- 2 Plus récemment, une campagne civique de la mairie de Cartagena destinée à qualifier positivement ou négativement certains comportements urbains montrait un jeune, noir, urinant au pied des murailles. Un commentaire précisait : « abîmer notre patrimoine... ça c'est... mal » (voir photo 1). Sans doute... Mais de quel patrimoine parlent El Universal et cette campagne ? Un patrimoine réservé à quelques touristes ou un patrimoine partagé par les habitants de Cartagena ? Qui sont ces « tous », ces « nous » qui s'identifient à la valeur historique et culturelle des murailles ? La population noire de la ville, descendante des esclaves qui ont construit ces mêmes murailles, n'aurait-elle pas une autre représentation de ce patrimoine posé comme commun ?
- 3 Ancienne place forte coloniale, Cartagena a connu, au cours de son histoire, plusieurs phases de développement qui correspondent aux différentes manières de concevoir le rapport entre la ville et ses murailles : une phase de construction et d'affirmation de son intérêt militaire, commercial et stratégique ; une phase, relativement courte, de contestation d'une frontière physique de la ville alors pensée comme une entrave à son expansion ; une phase de reclassement, de revalorisation, de restauration et de

patrimonialisation des murailles alors considérées comme un élément central du développement touristique de la ville¹.

- 4 Parallèlement, cette évolution du rapport que la ville a entretenu avec ses fortifications s'est traduit par le renforcement de l'effet de frontière dans la ville joué par les murailles qui, en devenant un atout et un attrait touristique, constituent également une fermeture matérielle et symbolique du centre historique de la ville. Les murailles marquent en cela matériellement et symboliquement une divergence entre deux villes : l'une, qui concentre tous les investissements et qui est l'objet de politiques de rénovation urbaine, d'aménagement, de développement touristique, de sécurité, de salubrité, etc. ; l'autre, isolée du centre, marginalisée, sans services publics, qui sombre dans la misère et qui est laissée à l'abandon alors même qu'elle représente la part essentielle de la ville en termes de territoire et de peuplement.
- 5 Nous souhaitons revenir ici sur le processus de mise en place de cette configuration en retraçant dans un premier temps l'évolution du rapport que la ville a entretenu avec ses murailles, puis en nous intéressant plus particulièrement à une institution, la Sociedad de Mejoras Públicas, qui a joué un rôle important dans cette transformation à partir des années 1920. En effet, une série de glissements dans ses attributions a contribué à la définition différentielle du statut accordé aux murailles, en termes de défense du patrimoine, de justification de l'orientation des politiques urbaines et de développement touristique ; la superposition de ces dimensions explique en partie le rôle de frontière dans la ville que les murailles conservent aujourd'hui.
- 6 L'historiographie de Cartagena s'est centrée sur la narration, parfois romancée, des multiples attaques de la ville au cours des 16^{ème} et 17^{ème} siècles². Ces attaques successives ont donné lieu à la mise en place progressive d'un système défensif fait de murailles et de forts, achevé dans la seconde moitié du 18^{ème} siècle (Segovia, 1997 ; Zapatero, 1969 et 1979). Cartagena devient ainsi la place forte coloniale la plus importante d'Amérique du Sud, la deuxième dans la Caraïbe après La Havane. Mais l'époque républicaine va signer l'entrée dans une longue période de déclin d'abord parce que les vellétés indépendantistes de la ville furent réprimés dans le sang (siège de la ville entre 1811 et 1815 qui aura des conséquences jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle), ensuite parce que la nation qui se construit se définit comme andine et ne voit plus dans la Caraïbe qu'une de ses lointaines frontières (Múnica, 2005). Ainsi, après avoir été, à l'époque coloniale, une cité militaire et commerciale de premier plan mais aussi un lieu central de la traite des esclaves, Cartagena devient, tout au long du 19^{ème} siècle, une ville provinciale, complètement marginalisée politiquement, économiquement et culturellement dans un pays alors davantage tourné vers l'espace andin que vers la Caraïbe (Lemaitre, 1983 ; Restrepo y Rodríguez, 1986 ; Casas Orrego, 1994).
- 7 Cette situation n'est pas sans conséquences au niveau du centre historique de Cartagena et des murailles qui l'entourent : s'ils vont certes tomber dans un état de délabrement avancé, le faible dynamisme de la ville va finalement garantir leur survie et écarter toute initiative visant à les supprimer au nom de la modernisation, comme cela fut amorcé dans de nombreuses villes fortifiées³. Ce n'est plus le cas à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècles où commence une nouvelle période de l'histoire de la ville – et du pays – connue comme celle de la « Régénération »⁴, et passant par l'expansion urbaine et le développement industriel : construction d'un aqueduc municipal, d'une centrale électrique, d'un terminal maritime pétrolier, du chemin de fer, d'un marché public, du Parque Centenario, de passages commerciaux (Pasaje Dager, Pasaje Leclerc), implantation

de sièges d'entreprises, élaboration d'un projet d'urbanisation du quartier des affaires de La Matuna, création d'une Chambre de Commerce, etc.

- 8 La ville s'étend au-delà des murailles vers le quartier aisé de Manga et les quartiers populaires implantés le long de l'ancien Camino Real espagnol, devenu l'axe du chemin de fer en construction (Bossa Herazo, 1967; Restrepo y Rodríguez, 1986 ; Casas Orrego, 1994). Cette renaissance signifie également la destruction d'une partie des murailles, désormais considérées comme un obstacle matériel et psychologique, comme un héritage inutile empêchant l'entrée dans la modernité. Plusieurs morceaux de murs vont ainsi être détruits entre 1884 et 1920, à tel point que certains historiens ont qualifié cette période de « murallicide » (Bossa Herazo, 1975; Lemaitre, 1983).
- 9 Or, si la destruction d'une partie des murailles fut le signe d'un renouveau de Cartagena au début du siècle, celui-ci fut de courte durée : la crise économique mondiale, les défaillances de la bourgeoisie locale, l'échec du transport ferroviaire qui laisse la ville sans voie de communication, la concurrence de Barranquilla et les conséquences de la Violencia y ont rapidement mis un terme. Aussi, dans les années 1940-60, la ville traverse une nouvelle crise et le symbole le plus manifeste de ce déclin est sans doute la décrépitude dans laquelle vont être plongés le centre historique et les murailles restantes.
- 10 C'est pourtant de ces murailles longtemps abandonnées que viendra, une nouvelle fois, le renouveau de la ville. En effet, dans les années 1960 et 1970 la priorité nationale est donnée au développement touristique du pays et Cartagena apparaît comme le fer de lance de cette nouvelle politique. Elle n'est plus alors située à la périphérie de la Nation andine, mais au cœur d'un espace caribéen propice au développement touristique. Le gouvernement national crée la Corporación Nacional de Turismo et favorise des travaux d'infrastructure (système d'égouts et d'eau courante notamment) permettant la construction d'hôtels et de complexes résidentiels à grande échelle sur l'étroite péninsule de Bocagrande.
- 11 Ce boom économique lié au développement du tourisme, mais aussi de l'essor des activités portuaires et de l'industrie pétrochimique, va dynamiser le marché du travail local et attirer de nombreux migrants venant des régions rurales voisines ainsi que des régions andines de l'intérieur du pays. C'est donc dans ce contexte de transformation du paysage économique, politique et social de Cartagena que les murailles et les fortifications vont s'imposer comme un symbole de la richesse patrimoniale de la ville et de son attrait touristique, symbole qui sera consacré en 1984 par leur classement par l'UNESCO en tant que Patrimoine Mondial de l'Humanité.
- 12 Les murailles sont aujourd'hui un atout et un attrait touristique ; mais elles incarnent aussi la fermeture matérielle et symbolique du centre historique, le développement divergeant de deux villes, l'une qui concentre tous les investissements, l'autre qui sombre dans la misère. Dans les rapports officiels concernant le tourisme tout comme dans les plans d'aménagement urbain et dans les propos de la police touristique, les habitants sont considérés comme des menaces. Ainsi, le Plan Sectorial de Turismo (2004), au titre révélateur de « Cartagena de Indias... est notre patrimoine » (Cartagena de Indias... es nuestro patrimonio), appelle de ses vœux une « société plus incluante » (p. 5), qualifie Cartagena de « notre maison » (p. 6). Mais au-delà des mots, ce rapport souligne la menace représentée par les habitants de la ville, présentés comme de véritables obstacles au développement touristique. Le Plan Sectorial de Turismo dénonce l'« invasion » des

vendeurs ambulants (p. 40), le « manque de conscience citoyenne » (p. 54), l'absence de « sentiment d'appartenance » (p. 53, 54, 87).

- 13 A l'arrivée d'un bateau de croisière à Cartagena, le nombre d'agents de la police touristique est considérablement augmenté. « A chaque bateau de croisière, il y a un groupe spécial en face de chaque site touristique. Notre rôle est d'informer les touristes et d'être attentif à ce que les vendeurs ambulants ne les ennuiant pas » (policier, église San Pedro Claver, 18 septembre 2004). Les vendeurs qui n'ont pas d'autorisation sont immédiatement expulsés. De même, au couvent de La Popa, policiers et curés se sont associés pour chasser les enfants venus pour mendier, comme le résume ce panneau en espagnol et en anglais : « ces jeunes n'étudient pas et préfèrent mendier. Ne leur donnez pas d'argent, merci » (voir photo 2).
- 14 La promotion touristique ne concerne que la ville coloniale comme si le présent de Cartagena devait être passé sous silence, bien qu'il ressurgisse parfois avec les enfants des rues, les mendiants ou les vendeurs ambulants. Les touristes se rendent exclusivement dans le centre, entouré – protégé ? – par les murailles, les desplazados, ces déplacés par la violence et la misère, survivent en dehors des murailles. Ainsi, en 2003, 53,1% de la population appartenaient aux niveaux 1 et 2 du Sisben (stratification socio-économique qui compte 6 échelons), alors que les 10% les plus pauvres se partageaient moins de 1% de la richesse (Abello, 2004: 4). Selon une autre étude, « 71% de la population active à Cartagena recevaient, en 1997, moins de deux salaires minimum, alors que la moyenne dans les huit villes principales du pays était de 57% » (Baez, cité par Abello, 2004: 5-6).
- 15 La politique urbaine, quand elle existe, ne semble pas atteindre la ville qui se trouve au-delà des murailles. Alfredo Molano, célèbre intellectuel colombien, affirmait dans *El Espectador* (dimanche 7 novembre 2004) :

« Cartagena est de nouveau assaillie, plus par Drake, Vermont ou le pacificateur Morillo, mais par la pauvreté, la misère et la contamination. La population de la ville approche le million d'habitants et son taux de croissance est de 2,9%, bien supérieur à celui du reste du pays qui est de 1,9%. Les moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population, ce qui crée une énorme demande d'emplois et de services publics ».
- 16 Afin de comprendre l'imbrication des politiques urbaines et touristiques, mais aussi l'influence, voire le leadership exercé par certaines organisations privées dont font partie des membres importants de la « haute société » locale dans la définition et dans la mise en œuvre des politiques publiques en matière de patrimoine, de développement urbain et touristique de la ville, il nous est apparu intéressant d'étudier le rôle joué par la Sociedad de Mejoras Públicas de Cartagena, créée en 1923 pour faire face à l'élan destructeur des murailles.
- 17 Les Sociedades de Mejoras Públicas naissent au début du siècle dans les villes les plus importantes du pays avec l'objectif d'accompagner les processus de modernisation et de croissance urbaines, par l'intermédiaire de travaux d'intérêt général comme l'embellissement, le nettoyage, l'hygiène, la construction de trottoirs, etc. Elles sont marquées par une idéologie du progrès et de la diffusion populaire des avancées économiques et sociales du début du siècle. A l'époque, Cartagena sort d'une longue période de léthargie et connaît un dynamisme inédit : développement industriel et commercial, travaux d'infrastructure urbaine, agitation sociale, etc.
- 18 Les commémorations du 11 novembre 1911 (célébrant le centenaire de la première indépendance de la ville, en 1811) sont le symbole de cette renaissance que connaît la

ville. La Sociedad de Mejoras Públicas apparaît ainsi dans un contexte de modernisation et de croissance qu'elle souhaite renforcer par ses actions. Elle reflète également une autre caractéristique de la ville : celle du rôle central joué par une élite éclairée au discours à la fois social et paternaliste. Les fondateurs de cette organisation appartiennent à ces familles qui tendent à concentrer le capital économique, politique et symbolique, et à reproduire un ordre social aristocratique au sein duquel les membres des classes populaires sont considérés comme les objets de leur bienfaisance plus que comme des acteurs autonomes.

- 19 L'analyse qui suit présente les activités de la Sociedad au travers de quatre étapes principales : la première, correspondant aux années de naissance, montre une évolution des prérogatives communes à l'échelle nationale (embellissement, amélioration) vers la défense du patrimoine dans une logique locale. Les années 1930-40 marquent une nouvelle évolution : la Sociedad se convertit en un acteur central des politiques de développement urbain et ne se contente plus de les accompagner. Les années 1950 et surtout 1960 marquent une autre étape importante : la participation au tourisme naissant. Enfin, les années 1980-90 correspondent à un déclin de cette organisation dont la légitimité en tant qu'acteur des politiques urbaines, touristiques et même patrimoniales est contestée⁵.
- 20 A cette époque de fondation, on observe un grand nombre d'activités et une succession importante des comptes-rendus de réunions, preuve du dynamisme de l'institution naissante. L'action de la Sociedad de Mejoras Públicas est avant tout tournée vers l'amélioration des conditions de vie des habitants de Cartagena, tout en faisant référence au développement d'un esprit civique. « Une des ses attributions est de favoriser, par tous les moyens légitimes, l'esprit public dans la ville, en stimulant la vertu civique des habitants » (28 janvier 1925).
- 21 Pourtant, et c'est ce qui retiendra notre attention ici, dès l'acte fondateur de la Sociedad, on constate un premier glissement : le passage d'un rôle d'accompagnement du développement urbain à celui de prise en charge des fortifications coloniales de la ville, principalement les murailles qui entourent le centre, mais aussi le Castillo de San Felipe⁶. Au niveau national, la vocation de ces sociétés qui se mettent en place est en effet très explicite : amélioration de l'environnement urbain, complément de politiques urbaines, insistance sur le nettoyage, l'hygiène, l'embellissement.
- 22 A Cartagena, la Sociedad de Mejoras Públicas ajoute à ces activités celles de protection et de promotion des murailles. C'est en partie cette double vocation qui explique le maintien des murailles là où elles ont été détruites dans d'autres pays. Ailleurs, on constate en effet une tendance à dissocier les idées de progrès et de préservation des murailles alors que l'institution née à Cartagena tend à concilier ces aspects qui constituent les deux principaux ressorts de ses interventions. De fait, les actes en rendent compte : la Sociedad oscille, dès ses premiers textes et ses premières mesures, entre rappel du passé glorieux de Cartagena (référence à la « ciudad heroica », à « los mejores días de la patria ») et volonté de progrès, de modernisation de la ville ; elle participe à la fois au nettoyage des murailles, à l'arrêt de l'extraction de pierres sur les murailles et le Castillo de San Felipe et à l'électrification du Parque del Centenario, à l'embellissement du Paseo de los Mártires, à l'éclairage du Parque Apolo et de Manga, autant de mesures qui viennent accompagner les travaux d'infrastructure du début du siècle.
- 23 Précisons que la première initiative concernant la création d'une Sociedad de Mejoras Públicas date du 25 septembre 1917 et correspond alors parfaitement à ce que l'on

observe au niveau national. Dans les objectifs de ce regroupement qui s'appelle alors Junta de Mejoras il n'est pas fait mention du patrimoine (murailles et forts), l'action de la Junta se limitant à un accompagnement des grands travaux d'infrastructures décidés et mis en place par ailleurs : « conservation des voies publiques déjà construites, conservation du Parc du Centenaire et asphaltage des autres rues de la ville ». Avec la naissance officielle, le 28 novembre 1923, sous le nom de Sociedad de Embellecimiento qui deviendra Sociedad de Mejoras Públicas dès le 5 décembre de la même année, les choses changent. Rappelons tout d'abord le contexte de l'époque qui est celui de la modernisation et du dynamisme économique de Cartagena qui devient une sorte d'ambassade de la Colombie (à l'époque davantage en termes politiques et diplomatiques qu'en termes touristiques), mais aussi, comme dans le reste du monde, de la destruction des murailles, de l'abandon du centre historique, de la volonté de détruire le Castillo de San Felipe, entre les mains d'un particulier qui envisage d'en revendre les pierres.

- 24 Dès son origine, la Sociedad de Mejoras Públicas repose sur l'ambiguïté de ses fonctions. Le règlement (26 novembre 1923) lui donne ainsi pour mission « la conservation des murailles et des forts situés sur la mer et sur la terre, ainsi que des autres monuments nationaux, réalisant les travaux de restauration jugés indispensables pour leur rendre la marque de leur origine coloniale ; l'embellissement et l'hygiène de la ville et des ses environs ; et le développement adéquat de l'esprit public de ses habitants » (Reglamento, 26 novembre 1923). Cette première partie du règlement restera propre à Cartagena et sera confirmée par la Loi 32 de 1924 qui autorise cet organisme à s'occuper de la conservation des monuments historiques en lui accordant une autonomie en matière de gestion de fonds. Il n'est pas étonnant alors que le 6 juillet 1925 la Sociedad adopte un « plan de conservation et de restauration des monuments historiques ».
- 25 Dès les années 1920, la Sociedad de Mejoras Públicas avait pris prétexte de la protection des murailles pour appeler la mairie à supprimer certaines maisons qui s'y adossaient. Une recommandation appelle à « passer une note à la mairie pour qu'elle fasse démolir les cabanes qui ont été construites sur la place des Bovedas (...). Un délai de 30 jours pour que soient enlevées et démolies les affiches et les constructions qui sont sur les murailles » (28 octobre 1928). Au tournant des années 1920-30, le thème de la destruction des édifices érigés sur ou à côté des murailles devient central dans les actes. Mais ce sont surtout les années 1940 qui marquent une inflexion importante dans les activités et les préoccupations de la Sociedad. S'interrogeant sur l'avenir de trois quartiers (Pekín, Pueblo Nuevo et Boquetillo) construits sans aucune planification le long des murailles entre le centre historique et la mer, sur les lieux prévus pour la construction de l'Avenida Santander qui longera la côte au pied des murailles pour relier l'aéroport à l'est et le quartier touristique de Bocagrande à l'ouest, elle contribue alors pleinement à la collusion entre défense du patrimoine et incursion dans l'élaboration et la mise en oeuvre de grands projets d'infrastructure qui ne se limitent plus seulement à l'amélioration de l'environnement urbain.
- 26 Le patrimoine, et principalement les murailles, justifient le rôle d'agent des politiques urbaines de la Sociedad et la concentration de ces politiques sur un secteur limité en grande partie au seul centre historique.
- 27 Aussi bien, l'accroissement progressif des attributions de la Sociedad de Mejoras Públicas se reflète dans les débats sur l'élargissement de ses prérogatives, la Sociedad dépassant peu à peu ses fonctions initiales. Elle commence tout d'abord par poser la question : « nous faisons face à un problème légal, afin de savoir si la Sociedad de Mejoras était ou

non mandatée pour disposer de fonds nationaux afin de faire face à des dépenses qui, comme celles effectuées par la mairie, sont par définition strictement municipales ». Or, cette possibilité d'utiliser des fonds nationaux (destinés à d'autres objectifs) pour participer à la mise en place de politiques urbaines locales ayant été acceptée, la Sociedad de Mejoras Públicas devient par la même occasion un acteur central du développement de la ville, remplissant ainsi, par défaut, le rôle des acteurs municipaux dont il faudrait interroger la défaillance.

- 28 Les actes des années 1938 à 1940 n'abordent pratiquement plus que le thème de la suppression des quartiers le long des murailles. Le 8 août 1938, apparaît le sujet de l'Avenida Santander. Il est indiqué que les décisions de la mairie concernant la construction de cette avenue doivent obtenir l'approbation de la Sociedad de Mejoras Públicas (30 mai 1939). Ces deux chantiers reviendront par la suite à plusieurs reprises dans les actes, qui montrent que le rôle de cet organisme en tant qu'agent de développement de la ville dans son ensemble est admis. Mentionnons quelques étapes de cette immixtion dans les politiques urbaines.
- 29 Le 20 janvier 1944, le Ministerio de Obras Públicas accorde des fonctions supplémentaires à la Sociedad de Mejoras Públicas : il demande à son président qu'elle s'occupe de signaler les zones de la ville qui doivent être déclarées d'utilité publique. Le 25 mai 1944, la Sociedad de Mejoras Públicas est chargée d'élaborer le Plano de la Ciudad futura. Par la Loi 94 de 1945, la « nation cède au Municipio de Cartagena le pouvoir et les droits sur toutes les murailles, tous les bastions et les forts coloniaux de la ville ». A diverses reprises, la Sociedad se félicite pour son rôle joué dans la rénovation urbaine et pour avoir obtenu l'élimination des quartiers de Pekín, Pueblo Nuevo et El Boquetillo. Plus récemment, le 27 août 1971, elle se propose de « résoudre les problèmes de transport dans la ville » et invite le directeur de Tránsito y Transporte del Departamento à en discuter. Des employés des Empresas Públicas Municipales (entreprises publiques municipales) sont mis à la disposition de la Sociedad de Mejoras Públicas pour nettoyer les monuments et les murailles (25 octobre 1977).
- 30 En définitive, cet organisme a procédé à l'élimination d'habitations et de certains quartiers au nom de la préservation du patrimoine. C'est à ce titre qu'il s'est positionné en tant qu'acteur du développement de la ville. Or, progressivement, cette justification va être oubliée : la Sociedad de Mejoras Públicas intervient dans la transformation des infrastructures, des voies de communications, des espaces publics, des quartiers informels, sans que la référence au patrimoine soit nécessaire.
- 31 C'est en tant qu'acteur central des politiques urbaines que la Sociedad de Mejoras Públicas va s'intéresser au développement du tourisme et, dans le même temps, asseoir son emprise sur la gestion et la conservation du patrimoine.
- 32 Les premières références au tourisme apparaissent dès les années 1920 à une époque où le phénomène est encore marginal⁷. La Sociedad de Mejoras Públicas souhaite ainsi « attirer l'attention des autorités afin d'éviter tout acte honteux qui donnerait une impression défavorable aux touristes qui visitent la ville » (6 février 1924). Progressivement, elle contribue à l'affirmation de la vocation touristique de la ville comme, par exemple dans cette déclaration : « Par sa position de premier port maritime et officiel de la côte atlantique et de première ville touristique en Colombie, elle est obligée, plus que tout autre, d'être attractive pour les visiteurs » (24 mai 1933). Elle en vient même à s'occuper directement d'un balneario (plage aménagée) sortant ainsi explicitement de son double rôle de conservation du patrimoine et d'amélioration de l'environnement urbain pour

s'inscrire dans une logique de promotion balnéaire dans une stratégie d'attraction touristique. Dans le même temps, la défense du patrimoine n'est plus inscrite dans une logique nationale, de sauvegarde d'un passé glorieux, de maintien d'une conscience civique, mais dans l'attente des visites qui en seront faites. Le Castillo de San Felipe a ainsi été « sauvé de la ruine totale par la Sociedad de Mejoras et constitue aujourd'hui un atout majeur pour le développement du tourisme national et étranger » (30 mai 1939).

- 33 A partir du 18 février 1943, la Sociedad de Mejoras Públicas assume les fonctions de la Junta de Monumentos y Turismo du département, entité créée deux ans plus tôt et rapidement dissoute. Mais c'est surtout dans les années 1960 qu'elle va contribuer à l'organisation du tourisme, à la gestion des recettes engendrées par la visite des monuments et à leur réinvestissement dans la conservation du patrimoine. Parmi les actions entreprises dans ce cadre, elle organise en 1963 une visite dans tout le pays pour la promotion touristique de Cartagena, elle crée avec la Police nationale un service spécial de vigilance et de tourisme (23 octobre 1964) qui sera ensuite étendu aux plages. Elle édite également des cartes postales pour les touristes (18 avril 1967), distribue des brochures sur le Castillo de San Felipe (3 janvier 1968), met en place un spectacle Son et Lumière (25 avril 1968), organise une visite guidée du Castillo de San Felipe (9 mai 1968).
- 34 La Sociedad de Mejoras Públicas connaît alors son âge d'or. Elle occupe une position de force lui permettant d'imposer sa définition de la situation dans de nombreux dossiers, possède suffisamment de moyens financiers et de poids politique pour mener ses activités de façon largement autonome. Elle n'hésitera pas à refuser la proposition de la Empresa Nacional de Turismo⁸ de s'occuper de l'éclairage du Castillo de San Felipe (18 août 1960). Elle est à la fois gardienne du patrimoine militaire colonial, agent de développement des politiques urbaines et le principal acteur de la promotion du tourisme naissant. Cette série de glissements et de collusions entre politiques patrimoniales, urbaines et touristiques permet de mieux comprendre la confusion actuelle entre ces trois domaines, confusion portée en quelque sorte par les murailles. Celles-ci incarnent en effet la réduction de la politique urbaine à une vision patrimonialiste de la ville et des politiques touristiques à la mise en valeur du patrimoine.
- 35 Néanmoins, à partir des années 1970, la Sociedad de Mejoras Públicas va perdre progressivement son influence non seulement dans les politiques urbaines et dans le développement du tourisme mais aussi dans la gestion du patrimoine. On voit apparaître des organismes spécialisés dans la gestion du tourisme (Corporación Turística, Promotora de Turismo, Corturismo, etc.) qui feront passer la Sociedad d'une position de force à la rivalité puis à la marginalisation. Dans le même temps, d'autres organismes (Sociedad de los amigos de los castillos, Fundación para la Preservación del Patrimonio) contestent la position de monopole de la Sociedad sur le patrimoine. Dès lors, au moment même où la ville se tourne vers la promotion du patrimoine, d'un patrimoine mondial tel qu'il sera reconnu par l'UNESCO, la Sociedad perd son emprise sur la conservation du patrimoine et tend à s'orienter vers une conception plus locale de celui-ci, visant à sa réappropriation par les habitants de la ville.
- 36 Deux exemples illustrent bien la perte d'influence de la Sociedad de Mejoras Públicas. Le premier concerne sa mise à l'écart, au début des années 1970 de l'affaire Chambacú. Vaste quartier d'invasion construit aux pieds des murailles, Chambacú est en tout point comparable à Pekín, Pueblo Nuevo et El Boquetillo. Mais si la Sociedad de Mejoras Públicas a été l'un des principaux acteurs de la résorption de ces trois quartiers dans les années 1940, les actes des réunions ne font aucune mention de sa participation au

processus d'éradication de Chambacú, processus qui marqua considérablement le développement de la ville mais aussi la mémoire des habitants. Or, non seulement la Sociedad de Mejoras Públicas perd son rôle d'acteur du développement urbain, mais elle est également progressivement écartée des décisions importantes en matière de patrimoine. Ainsi, les actes ne rendent compte d'aucun débat sur la déclaration de la ville en tant que patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Il n'y est fait que deux fois mention, le 22 avril 1982, pour affirmer que la Sociedad de Mejoras Públicas doit jouer un rôle central dans cette demande, puis le 31 juillet 1985 pour constater qu'elle n'a pas participé au projet et a été écartée par la mairie de Cartagena.

- 37 Au cours des années 1980-90, les actes sont de plus en plus courts, les conflits avec les autres entités de la ville deviennent récurrents. La Sociedad de Mejoras Públicas n'est plus ni un agent de développement de la ville, ni même un acteur central de la définition des politiques touristiques. La Sociedad fait « un rapide bilan des derniers événements qui ont marqué la ville et desquels [elle] a été marginalisée, à savoir la délocalisation du marché vers Bazurto, l'urbanisation de Chambacú et le Plan de Développement Urbain de Cartagena » (20 février 1978). A plusieurs reprises, les actes font part de sa demande de participation aux réunions concernant le développement de la ville, comme si ce rôle était désormais largement contesté. De fait, la Sociedad de Mejoras Públicas déplore la compétition avec des institutions plus récentes, dénonce la superposition des structures qui agit bien souvent à ses dépens. « On devine qu'il est question de l'éventuelle substitution de la Sociedad de Mejoras Públicas dans ses fonctions » (2 mars 1988).
- 38 Par la suite, les actes n'évoquent pratiquement plus ces enjeux sur la place de la Sociedad dans le champ de l'action publique locale. Ils abordent plutôt des thèmes secondaires ou strictement internes (la question de la propriété des murailles, la localisation d'une partie de ses archives en Espagne, les problèmes financiers, etc.). Les années 1988-89 sont ainsi marquées par une démission collective des membres du bureau qui donnera naissance à de nouveaux statuts, adoptés lors d'une Assemblée Extraordinaire le 28 juillet 1989. Au terme de ces reconfigurations, la liberté d'action de la Sociedad de Mejoras Públicas est menacée puisqu'elle ne pourra plus prendre d'initiatives sans en référer à la Dirección de Inmuebles Nacionales⁹.
- 39 En définitive, il ne reste plus à la Sociedad qu'à se replier sur son rôle de défense du patrimoine. « Il me semble tout à fait naturel que nous continuions à être le porte-drapeau de la défense du Patrimoine Architectural et Historique de Cartagena » (20 octobre 1986). Dès lors, elle se pose en protectrice de la tradition depuis plus d'un demi-siècle, évoque un sentiment patriotique qu'elle aurait su préserver. Dans un dernier sursaut pour maintenir ses prérogatives, elle fait appel à un avocat pour dresser la liste des textes législatifs qui définissent ses attributions en tant qu'administratrice des monuments. Mais, au-delà de ce repli conservateur, elle adopte une nouvelle stratégie : se rapprocher de la population de la ville afin d'obtenir une nouvelle légitimité.
- 40 A sa naissance, la Sociedad de Mejoras Públicas est dominée par un discours paternaliste, caractéristique de l'élite de la ville : il s'agit d'améliorer l'environnement urbain et le bien-être des habitants tout en favorisant le sentiment d'appartenance, l'apparition d'une conscience civique. Or, progressivement, ce type de discours va disparaître, même s'il ressurgit parfois (précisément pour en souligner l'oubli). Lorsqu'elle accepte de se replier sur des activités très pratiques d'amélioration des infrastructures, la Sociedad se justifie ainsi : elle doit désormais s'orienter vers « un travail correspondant davantage à la nature de la Sociedad de Mejoras Públicas, nous devrions réfléchir à des événements qui auraient

un plus grand impact social, comme la promotion d'études de drainage, le traitement des eaux usées, le recyclage des ordures, la construction de parcs (...), entreprendre, impulser, récompenser l'effort des secteurs populaires pour réaliser des travaux dans les quartiers de Cartagena » (20 octobre 1986).

- 41 De même, elle lance une « campagne civique » le 24 février 1992 car « la Sociedad de Mejoras Públicas veut renouer avec ses obligations civiques avec la ville ». Il est question de sauver « l'urbanité et le comportement social ». Une autre campagne suivra, celle du « Bon usage des monuments » (24 septembre 1993), puis encore une autre, celle intitulée « Le bon cartagenois, c'est moi » (20 avril 1995). Bref, la nouvelle mission de la Sociedad est de faire de la ville un modèle pour son esprit civique, son urbanité et sa culture. Et son action se centre alors sur les habitants eux-mêmes : « Il ne faut pas perdre de vue les gens qui vivent ici » (20 octobre 1986).
- 42 Progressivement, elle passe ainsi d'un processus symétrique à un autre : celui de l'accroissement de la place accordée aux touristes qui conduit à une diminution de l'intérêt pour les habitants de Cartagena, à celui de la marginalisation dans les questions touristiques qui débouche sur un retour vers la population locale. La Sociedad de Mejoras Públicas est bien consciente de la divergence fréquente entre intérêts des habitants de la ville et des touristes. Or le paternalisme bien pensant de ses origines a souvent laissé place au bénéfice du seul tourisme. Ainsi, par exemple, les seules modifications qui seront acceptées sur les murailles concernent des aménagements touristiques. Il est décidé de l'ouverture « d'une porte dans le secteur de la muraille des Bovedas pour avoir accès aux plages, pour les touristes » (21 septembre 1960) ; il est envisagé de rénover les Bovedas, non pour le bien-être de la population locale, mais afin de les transformer en « exposition permanente de produits autochtones nationaux » (4 avril 1963).
- 43 Or, dans les années 1980, la Sociedad de Mejoras Públicas ne peut plus s'appuyer sur cette justification touristique, elle n'est plus dans une logique de promotion et de développement du tourisme (et encore moins d'implication dans les politiques urbaines) mais de préservation de son statut et de son rôle. C'est dans ce contexte qu'elle va renouveler un discours local plus ancien qui non seulement s'intéresse aux habitants de la ville mais considère aussi que le patrimoine concerne la population locale et la vie quotidienne. En d'autres termes, un discours qui n'insiste plus seulement sur le patrimoine en tant qu'instrument de développement urbain et touristique, mais en tant que vecteur de développement social. Ainsi, et c'est peut-être le raisonnement qui a guidé cette réorientation, si la Sociedad de Mejoras Públicas est passée à côté de la reconnaissance de Cartagena en tant que patrimoine mondial de l'humanité, peut-être pourra-elle jouer un rôle central dans la définition de la ville comme « patrimoine intangible », tel que le définit désormais l'UNESCO.
- 44 C'est en prenant conscience de cette fragilité des murailles comme espace public et comme mémoire collective non appropriable que la Sociedad de Mejoras Públicas met désormais l'accent sur la notion de patrimoine intangible de l'Humanité — plutôt que patrimoine matériel, architectural —, de manière à faire reconnaître l'idée de sauvegarde d'un espace où la dimension immatérielle et symbolique prévaut et dont la mémoire ainsi que les usages présents doivent être protégés de toute forme d'appropriation.
- 45 Néanmoins, ce nouveau discours de la Sociedad relève sans doute davantage d'une stratégie de survie que d'une réelle volonté de démocratisation du patrimoine. De fait, aujourd'hui, les murailles et le fort de San Felipe continuent d'être l'objet de rivalités en raison des ressources financières directes et indirectes qu'ils produisent. L'année 2005 a

ainsi été marquée par de nombreux débats sur leur gestion future, opposant la Sociedad de Mejoras Públicas à l'Instituto de Patrimonio y Cultura de Cartagena (administration municipale chargée notamment du patrimoine de la ville) sous l'arbitrage de l'UNESCO et du Ministère de la Culture. En d'autres termes, les fortifications révèlent les logiques d'instrumentalisation d'un groupe réduit d'acteurs (publics et privés, locaux, nationaux et internationaux) qui visent à tirer profit de ce « patrimoine mondial » et les processus d'exclusion des habitants de Cartagena.

- 46 Avec la mise en tourisme du centre historique de Cartagena amorcée dans les années 1960, les murailles ne protègent plus d'une invasion venue de l'extérieur mais constituent au contraire un attrait pour les touristes étrangers. Nous avons vu néanmoins comment cette redéfinition a contribué à en faire un rempart contre les habitants de la ville extra-muros qui menacent de réclamer leur part d'un centre historique transformé en musée colonial et en lieu de rencontre de la jet set nationale et internationale.
- 47 Deux logiques semblent alors se dessiner quant à la place qu'occupent actuellement les murailles dans la ville : celle, mentionnée dans la première partie, de ségrégation entre la ville historique et touristique dans laquelle se concentrent les projets d'aménagement, de valorisation, de rénovation, d'embellissement, et la ville extra-muros qui continue à manquer de tout ; et celle qui ne concerne pas tant l'espace interne de la frontière que l'espace de la frontière lui-même — les murailles et les espaces verts qui les environnent — qui se construit, selon les usages qui en sont faits, comme un lieu de promenades amoureuses, de pique nique familiaux, de rencontres, de sociabilité entre jeunes...
- 48 D'un côté, en effet, les murailles sont -et continuent d'être- une frontière dans la ville dont la fonction de séparation est toujours plus renforcée : par une militarisation accrue de la zone touristique, par la mise en place de systèmes de surveillance, par l'expulsion des vendeurs de rue mais aussi des enfants des rues et des mendiants à l'extérieur des murailles (ce qui se traduit par un accroissement de la violence et de la pauvreté dans le reste de la ville). De l'autre côté, la frontière elle-même entre les deux villes est de plus en plus pensée, notamment par la Sociedad de Mejoras Públicas, comme un espace public. Alors même que les espaces publics de la ville intra muros (du moins ceux qui ont un intérêt patrimonial et touristique) sont l'objet d'appropriations marchandes et tendent à être réservés à une clientèle spécifique, l'espace de la frontière joue -dans une vision optimiste de la ville- le rôle d'indétermination sociale, d'indifférence aux différences raciales et culturelles. Alors que celles-ci ne manquent pas de s'exprimer, de manière d'ailleurs très différente, de part et d'autre de cette frontière- à l'intérieur comme une mise en scène touristique des différences raciales et culturelles ; à l'extérieur comme principe de discrimination et de stratification sociale. En quelque sorte, pour forcer un peu le trait, on pourrait presque dire que c'est dans cette zone tampon entre la ville patrimoniale et la ville sans qualité, entre la ville touristique et la ville des habitants, entre la ville riche et la ville pauvre que s'exerce le mieux la fonction même de la ville telle qu'on la trouve définie chez Simmel, Park ou Wirth, à savoir son urbanité.
- 49 Mais en même temps, la logique d'appropriation qui a gagné la ville intra muros fait de la frontière elle-même un nouvel espace à conquérir, que ce soit de manière ponctuelle, comme lors des célébrations du passage à l'an 2000 où des tribunes payantes et des terrasses de restaurant y ont été installées, ou de manière plus durable puisque les projets d'installation d'espaces à caractère commercial se font de plus en plus pressants et que certains (notamment à l'intérieur de l'Instituto de Patrimonio y Cultura de Cartagena) pensent sérieusement à privatiser les murailles et à en rendre l'accès payant.

- 50 A l'opposé, quelques rares initiatives populaires tendent à faire des murailles un espace public, accessible à tous et autorisant l'expression des différences. Ainsi, pour la célébration du jour de l'afrocolombianité (21 mai) un immense tissu, accroché aux murailles, invitait les habitants de la ville à écrire les souhaits et souffrances associés au souvenir de l'esclavage et au quotidien de la discrimination raciale (voir photo 3). Pour Carlos Díaz, membre de l'association Funsarep à l'origine de cette initiative, les murailles pourraient devenir un espace d'expression et de revendication, se convertissant en « mur des lamentations » (El Universal, 22 de mayo de 2005). La relation des habitants de Cartagena à leurs murailles ne serait plus alors celle d'un jeune, noir, urinant sur un patrimoine mondial qui l'exclut et le réduit à un délinquant qui effraie les touristes...

BIBLIOGRAPHIE

Plan Sectorial de Turismo, abril 2004, Cartagena de Indias: Alcaldía Mayor de Cartagena de Indias, Corporación Turismo Cartagena de Indias, Instituto de Patrimonio y Cultura, Corporación Cartagena 2011, Programa de Naciones Unidas para El Desarrollo.

ABELLO Alberto, 2004, "La economía agrídulce de la 'fragorosa' Cartagena", exposición realizada en el Curso de Verano Cartagena conocimiento vital del Caribe, Cartagena, Universidad Tecnológica de Bolívar, 7 de julio.

BOSSA HERAZO Donaldo, 1967, Cartagena independiente : tradición y desarrollo, Bogotá: Tercer Mundo Editores.

BOSSA HERAZO Donaldo, 1975, Construcciones, demoliciones, restauraciones y remodelaciones en Cartagena de Indias, Cartagena de Indias: Gráficas El Faro.

CASAS ORREGO Álvaro León, 1994, "Expansión y Modernidad en Cartagena de Indias. 1885-1930", Historia y cultura, 2do año, N° 3, diciembre, págs. 39-67.

CHARVET Marie, 1994, "La question des fortifications de Paris dans les années 1900. Esthètes, sportifs, réformateurs sociaux, élus locaux", Genèses, p. 23-44.

COHEN Jean-Louis, LORTIE André, 1991, "Des fortifs au périph. Paris, les seuils de la ville", Paris : Picard.

LEMAITRE Eduardo, 1983, Historia general de Cartagena, Bogotá: Banco de la República.

MANAGER Bernard, 1984, "Une longue bataille: le démantèlement des remparts de Lille (1899-1923)", Revue du Nord, vol. LXVI, n° 261-262, p. 619-630.

MUNERA Alfonso, 2004, Fronteras imaginadas. La construcción de las razas y de la geografía en el siglo XIX colombiano, Bogotá: Planeta.

RESTREPO Jorge Alberto, RODRÍGUEZ Manuel, 1986, "La Actividad Comercial y el Grupo de Comerciantes de Cartagena a Fines del Siglo XIX", Estudios Sociales, vol. 1, N° 1, septiembre, págs. 43-109.

SEGOVIA Rodolfo, 1997, « Cartagena de Indias: historiografía de sus fortificaciones », Boletín Cultural y Bibliográfico, n° 45, vol. XXXIV.

TRACY James D. (ed.), 2000, City walls. The urban enceinte in global perspective, Cambridge: Cambridge University Press.

ZAPATERO Juan Manuel, 1969, Las fortificaciones de Cartagena de Indias. Estudio asesor para su restauración, Banco Cafetero de Colombia, Madrid.

ZAPATERO Juan Manuel, 1979, Historia de las fortificaciones de Cartagena de Indias, Madrid, Ediciones Cultura Hispánica del Centro Hispanoamericano de Cooperación y Dirección General de Relaciones Culturales del Ministerio de Asuntos Exteriores.

ANNEXES

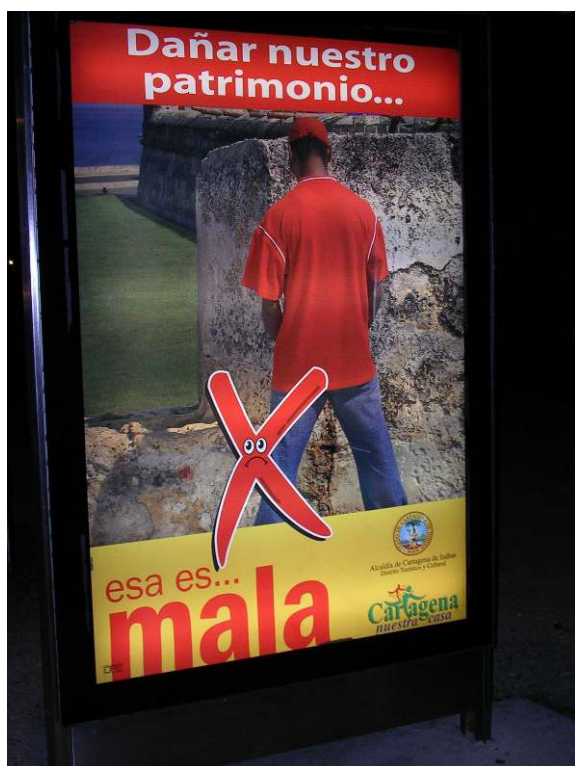


Photo 1 : Campagne civique de la mairie de Cartagena : « Abîmer notre patrimoine... ça c'est... mal » (photo : E. Cunin)



Photo 2 : Couvent de la Popa : « Ces jeunes n'étudient pas et préfèrent mendier. Ne leur donnez pas d'argent, merci » (Photo : E. Cunin)



Photo 3 : Les murailles des lamentations, jour de l'afrocolombianité (photo : E. Cunin)

NOTES

1. - Cartagena est la ville du tourisme et du patrimoine en Colombie. Classée patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO depuis 1984, elle bénéficie au niveau national du statut particulier de « District Touristique et Culturel » qui lui accorde une certaine autonomie dans les domaines de l'administration du patrimoine et de la gestion des ressources liées au tourisme.
2. - Celles-ci commencent dès 1544 avec les premières attaques du français Jean François de la Roque, compagnon de Cartier dans ses expéditions au Canada, connu sous le nom de Robert Baal. Se succèdent ensuite plusieurs assauts dont les plus célèbres sont ceux de Francis Drake en 1585 et du baron de Pointis (Bernard Jean Louis Desjean) en 1697, ainsi que les campagnes de Vernon au milieu du 18^{ème} siècle.
3. - Sur ce thème, voir notamment : Manager, 1984 ; Cohen y Lortie, 1991 ; Charvet, 1994 ; Tracy, 2000.
4. - La « Régénération » correspond à une politique volontariste de développement économique du pays menée par Rafael Nuñez, originaire de Cartagena et devenu président de la République de Colombie.
5. - Précisons que notre approche, centrée exclusivement sur la *Sociedad de Mejoras Públicas*, présente certains biais. D'abord parce que nous ne sommes pas historiens... et que nous sommes avant tout intéressés par une approche plus contemporaine, sur la représentation de la ville pour le tourisme, sur la réception de cette image par les habitants, sur les attentes et les pratiques des touristes. Ensuite parce que nous avons porté notre intérêt sur les actes des réunions de la *Sociedad de Mejoras Públicas*, laissant de côté d'autres documents. Ajoutons à cela un problème supplémentaire : il ne nous a pas été possible de retrouver un volume des actes, entre avril 1972 et janvier 1977. D'autre part, nous n'avons retenu que les activités de la *Sociedad de Mejoras Públicas* enregistrées dans ces actes et passé sous silence d'autres formes d'engagement extérieures (notamment en termes de relations politiques et sociales), la composition même de la *Sociedad*, les questions de financements, etc. Néanmoins, il nous a semblé pertinent de considérer ce qui apparaît dans les actes comme révélateur des sujets considérés comme importants par les membres de la *Sociedad de Mejoras Públicas*.
6. - Bien que, selon Donaldo Bossa Herazo, la *Sociedad de Mejoras Públicas* ait commencé par détruire, de nuit, un morceau de murailles entre les bastions de San Pedro Apóstol et San Pedro Mártir (Bossa Herazo, 1975: 27).
7. - Il s'agit plutôt de voyageurs d'affaires que de touristes venus spécifiquement pour visiter la ville. Cette caractéristique reste en partie vraie aujourd'hui du fait de l'importance du « tourisme de conventions ».
8. - Créée en 1957 pour coordonner le tourisme au niveau national, elle laissera la place, en 1968, à la *Corporación Nacional de Turismo*, elle-même aujourd'hui disparue.
9. - Créé par la Loi 47 de 1975, le *Fondo de Inmuebles Nacionales* a pour mission : « administrer et conserver les biens propriété de la Nation, quand ils ne sont pas à la charge d'une autre dépendance ». Visant ainsi à reprendre le contrôle des monuments, il va entrer directement en conflit avec la *Sociedad de Mejoras Públicas*.

RÉSUMÉS

Symbole de l'époque coloniale, les murailles de la ville de Cartagena sont un véritable patrimoine et un atout touristique, Elles marquent matériellement une frontière entre le centre historique à l'intérieur et la ville à l'extérieur. Cette frontière sépare une vieille ville protégée, entretenue, touristique, objet de tous les soins et projets de rénovation, d'assainissement, de sécurité, et une ville marginalisée, abandonnée, qui sombre dans la misère.

Symbol of the colonial age, the Cartagena town walls are an extraordinary heritage and a touristic advantage. They materially mark and border-line between the historical centre inside and the city outside. This border-line disunites an old protected, maintained, and touristic city with projects of restoration, sanitation and security and a marginal city, deserted, which falls down in misery.

INDEX

Mots-clés : frontières, Cartagena, murailles, ségrégation

AUTEURS

ELISABETH CUNIN

IRD

CHRISTIAN RINAUDO

Université de Nice-URMIS